

# Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

**SAMEDI 24 MAI 1980** 

N° 71

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruc - tion de la IVéme Internationale.

PRIX: ANTILLES 2F

### Editorial

LES DOCKERS DE FORT-DE-FRANCE, LES TRAVAILLEURS DE CAPESTERRE ET DE SAINTE-ROSE MONTRENT LA VOIE

La seule ligne de conduite des capitalistes est celle qu'exige le maintien et l'augmentation de leurs gros intérêts financiers, de leurs profits. Seul compte pour eux les oscillations de la courbe de leur taux de profit.

Rien d'autre ne motive leurs déclarations et leurs actes que le volume de leur porte-feuille.

Les capitalistes de la SIS (Darboussier) décident de fermer leurs portes le 31 juillet après plus d'un siècle de présence capitaliste parce que leurs intérêts financiers le leur commandent : 2243 travailleurs seront touchés par une telle fermeture, cela n'est pas le problème des capitalistes fonciers. A Ste-Rose, la SIS décide de revendre des terres à la Cie Fruitière afin qu'elle y plante de la banane à la place de la canne : les travailleurs , les paysans de la région ne sont pas consultés : du jour au lendemain, ils devraient, sur des dizaines d'hectares, s'occuper maintenant de banane. C'est dans l'intérêt des capitalistes, que cela plaise ou pas aux travailleurs. A Capesterre, Max Martin exploite des terres qui ne lui appartiennent pas, et ce, depuis fort longtemps. Il peut se permettre de les laisser en friche ou de les cultiver comme bon lui semble, au nez et à la barbe des travailleurs. . . C'est normal, sa «pro priété est sacrée», bien que des centaines de travailleurs n'aient pas de travail et ne mangent pas à leur faim depuis des mois. Et, par dessus le marché, il peut payer les travailleurs en chèques sans provision, frapper un travailleur à coup de crosse de revolver sans être le moins du monde inquiété. En Martinique, les grosses sociétés comme la CGM, les capitalistes comme Cottrell, Elysée, organisent la conteneurisation de la banane sur le port : des centaines de dockers se retrouvent sans emploi, mais cela profite aux gros, aux riches et abre, président du syndicat des gros p teurs de banane s'en prend de plus violemment aux grévistes qui, dit-il, risquent de gêner «les premières grandes exportations depuis le passage des cyclones»...

Et de suite, dès que les travailleurs réagissent, c'est tout l'arsenal : préfet, gardesmobiles, radio, télévision, France-Antilles qui vole au secours des capitalistes en laissant d'abord matraquer, grenader les travailleurs, en envoyant face à eux des bandes d'hommes armés jusqu'aux dents.

Une fraction de la classe ouvrière n'admet pas cela, refuse la soumission et l'exploitation. Pour l'heure, ce sont les travailleurs agricoles de Capesterre, les ouvriers et paysans de Ste Rose, les dockers de Fort-de-France. Ils empêchent les capitalistes de mettre en place leurs plans dans la «sérénité», la «tranquillité» que réclame une «bonne» exploitation de l'ouvrier et si aujourd'hui ils ne sont pas encore les plus forts, ils sont suffisamment combatifs pour être les troubles fêtes des affaires capitalistes, les «gêneurs» avec lesquels il faut

Suite page 3

CRS, gardes mobiles, hors de Capesterre!
Vive la détermination des travailleurs et des jeunes de Capesterre!

LA TERRE A CEUX QUI LA TRAVAILLENT!

La détermination des travailleurs de Capesterre et des jeunes à se battre jusqu'au bout pour obtenir la terre de Marquisat s'est exprimée en une force remarquable mardi dans la soirée.

Ce jour-là, les forces de répression avaient détruit la tente dressée sur le terrain qui sert de lieu de rassemblement aux travailleurs depuis le début de l'action. Un déploiement de force jamais encore vu à Capesterre depuis le début de l'action d'occupation protégeait l'action des «démolisseurs» armés. CRS, voitures blindées, gardes-mobiles, des dizaines de camions, de jeeps, ont envahi le terrain. A l'appel du comité d'occupation qui avait constaté le matin la destruction de la tente, la population de Capesterre montait par groupes successifs sur le terrain, et vers le milieu de l'aprèsmidi, ce furent plus de 1000 personnes qui se sont retrouvées face aux CRS et aux gardesmobiles. Ces derniers firent d'abord évacuer la tente au gaz lacrymogène, ensuite un long face à face forces de l'ordre-travailleurs montra que ces derniers étaient prêts à tout et en tous cas à résister, à rester sur le terrain et aux abords. Des travailleurs expliquèrent aux forces de répression quel sale rôle on les faisait jouer, ils leur expliquèrent leur mouvement, leur disant qu'eux aussi, CRS, gardes-mobiles étaient des fils d'ouvriers et de paysans fran-

Puis la foule entonna un chant sur une cadence de gro-Ka, reprenant le refrain «aux armes citoyens», improvisant des paroles sur le mouvement. Et cela redoubla le courage de tous.

Les forces armées n'intervinrent pas brutalement, elles se sont rendu compte que la population était prête à tout y compris à mourir mais ne céderait pas. Un groupe recut l'ordre cependant de détruire la tente qui depuis le matin avait été reconstruite. Cela fut fait. Suite page 4



Les travailleurs de Capesterre déterminés à aller jusqu'au bout malgré la présence des forces armées colonialistes.

# ASainte-Rose les occupations se poursuivent SOUTENONS LES TRAVAILLEURS!

A Sainte-Rose l'action des ouvriers agricoleset des petits planteurs qui s'opposent à la replantation en banane des terres plantées en canne, se poursuit et s'étend. Partie de Bonne-Mère, cette action s'étend sur les terres du Lamentin, près de la Boucan aux environs de Lamoisse.

Malgré la présence à plusieurs reprises des forces de répression Crs et gardes-mobiles, les travailleurs continuent de planter en canne derrière les rangées de banane plantées par le Compagnie Fruitière. A Bis aussi l'occupation se poursuit. Les travailleurs et les paysans refusent le plan unilatéal des grosses sociétés élaboré uniquement en fonction de leurs profits sans tenir compte des milliers d'ouvriers agricoles et de petits planteurs qui vivent dans la région. Ils méritent donc le soutien de toute la population et des travailleurs des autres secteurs. Combat-Ouvrier soutient ces actions de résistance des travailleurs visant à s'imposer sur les terres des grosses sociétés capitalistes, terres qui doivent revenir totalement et sans réserves à l'ensemble des paysans et des ouvriers agricoles et des paysans de la région.



Fort-de-France

FONT
ECLATER
LEUR COLERE

Voir article page 4

# France: les étudiants contre la loi raciste, un manifestant tué

Mardi 13 mai, les manifestations étudiantes à Paris se sont terminées tragiquement. Affolé, poursuivi par les CRS qui chargeaient, un manifestant de la Faculté des Sciences de Jussieu (Paris) a tenté de s'enfuir en sautant d'une terrasse. Il a atterri sur le toit d'un petit cabanon, qui, en fibro-ciment, n'a pas résisté à son poids. Le toit s'est effondré et ce manifestant, un jeune homme de trente ans est mort, le crâne défoncé.

Bien sûr, les CRS disent qu'ils ne sont pour rien dans la mort de cet homme, mais pour qui connait la hargne, la brutalité des CRS quand ils sont lâchés, il ne fait aucun doute que c'est la peur qui a poussé le jeune homme à sauter.

Directement ou indirectement, les CRS ont donc tué à Paris.

Par ce geste, ils illustrent la réponse du gouvernement français aux revendications étudiantes. Le jour même, en effet, C. Bonnet, le ministre de l'Intérieur, lançait aux étudiants: «vous voulez la fermeté, vous l'aurez...». C'est la répression qu'il leur promettait, les effets n'ont pas tardé!

Les revendications des étudiants français sont pourtant plus qu'élémentaires. Depuis plus de trois mois ils protestent, ils sont en grève, ils manifestent pour que soit abrogée la circulaire Imbert. Cette circulaire est une circulaire raciste, elle tend à instituer un contrôle si strict sur les étudiants étrangers que cela équivaudrait à renvoyer chez eux nombre d'entre eux et à interdire la venue en France de dizaines de milliers d'étudiants sous le seul prétexte qu'ils sont étrangers. Par exemple, les étudiants étrangers en France devront passer un examen de Français dont les résultats décideront de la poursuite de leurs études. Un autre exemple est donné par les conditions imposées à ceux qui voudront venir faire des études en France. Ils devront déposer des cautions plus ou moins importantes en fonction du niveau d'étude. Pour beaucoup d'entre eux, cette barrière sera infranchissable.

Cette circulaire raciste, le gouvernement, la justifie avec des arguments qui, eux aussi, sont racistes. Barre n'a pas hésité à déclarer qu'il ne voulait pas'que les universités françaises deviennent des «dépotoirs».

C'est tout cela que refusent les étudiants français. Et leur mouvement, s'il était minoritaire au début, est en passe de toucher toutes les universités. Par leur lutte, ils infligent une belle leçon à ce gouvernement prétendument démocrate et libéral. Ils montrent que l'humanité, la générosité sont de leur côté. Ils expriment que pour eux, étrangers ou pas, tous les étudiants doivent avoir les mêmes droits parce qu'ils sont tous égaux.

# LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE CAPESTERRE AU JOUR LE JOUR



Samedi 17 mai, le préfet a décidé d'envoyer ses gendarmes et ses CRS envahir le bourg de Capesterre-Belle-Eau.

Ils ont pénétré avec plusieurs dizaines de camions dans le bourg dès 5 heures du matin et se sont postés à tous les points où des rassemblements pouvaient avoir lieu : devant la mairie, à l'entrée et à la sortie de la ville et ils sillonnaient les grandes artères et interpellaient un nombre important de personnes.

Le terrain de Marquisat sur lequel les occupants ont monté un grande tente était principalement visé. Des gardes mobiles se trouvaient à l'entrée du terrain et tout autour pour dissuader la population de pénétrer sur le terrain.

Pour le préfet et les autorités coloniales, il s'agissait d'effrayer la population et de l'empêcher de monter à Marquisat pour soutenir les occupants et les aider à planter la terre.

Mais, un groupe important d'occupants, de jeunes avait eu le temps de venir sur le terrain. Ils s'organisèrent pour rester occuper la tente durant toute la journée tandis qu'une équipe allait dans le bourg faire des prises de paroles et informer la population.

Ce n'est que vers 14 heures que les CRS et gendarmes quittèrent la ville.

Le samedi soir, la réunion des occupants et du comité d'occupation regroupait plusieurs centaines de personnes, surtout des ouvriers agricoles et des jeunes de la région.

Les travailleurs déplorèrent l'absence délibérée du maire Delacroix, durant l'intervention massive des forces de répression sur sa commuLundi 19 au matin, les ouvriers agricoles des plantations de banane débrayent. Les écoles CES, LEP arrêtent. Dans la matinée une manifestation de près de 200 jeunes et travailleurs parcourt la ville. Ils crient leur indignation et leur colère.

Dans l'après-midi, les commerçants qui avaient rencontré une délégation du comité d'occupation baissent leurs rideaux à 16 heures pour marquer eux aussi leur solidarité.

Les forces de répression sont revenues sur le terrain et toute la journée elles sont face aux travailleurs regroupés sous la tente de Marquisat.

Cette présence massive de bandes d'hommes armées est vue par tous comme une provocation.

Durant la nuit du lundi au mardi, ces mêmes hommes démolirent la tente de Marquisat, toujours dans le but de provoquer les travailleurs et aussi de démoraliser et décourager les occupants.

Face à cette nouvelle attaque, le comité d'occupation et la CGT-banane appelaient à un grand meeting sur le terrain de Marquisat le mardi à 17 heures.

La mobilisation continue donc.

Les travailleurs, les chômeurs qui occupent les terres laissées en friche par les gros capitalistes fonciers comme Max Martin sont décidés à poursuivre leur action. Ils veulent les garder et les cultiver pour complèter leur salaire et vivre plus décemment.

La solidarité de toute la population laborieuse doit aller vers ces travailleurs en lutte.

# Floride: Les Noirs ont riposté par la violence à la violence raciste

De violentes émeutes raciales opposant blancs et noirs ont eu lieu à Miami en Floride et ont causé la mort de 20 personnes. Par ailleurs on estime les dégâts à plus de 100 millions de dollars et cela concourt à faire de ces émeutes les plus violentes des Etats-Unis depuis celle de Détroit en 1968!

A l'origine, ces émeutes ont été la réponse de la communauté noire au verdict scandaleux acquittant 4 policiers blancs qui avaient battu à mort un motocycliste noir pour avoir brûlé un feu rouge!

Lors du procès, le jury composé uniquement de blancs acquitta les inculpés ce qui provoqua la colère de la population noire.

Car pour cette dernière, vivre dans le «monde libre» signifie avoir un bas niveau de vie, être en butte au chômage et aux vexations racistes. Le racisme est officiel et véhiculé par l'appareil d'état, c'est-à-dire la police et la justice notamment. Il n'est donc pas étonnant que la tension raciale aurait pu être aggravée par l'arrivée de 50.000 réfugiés cubains qui ont fui récemment le régime castriste.

Mais point n'est besoin d'aller chercher jusque là les raisons de la colère latente qui règne dans la communauté noire de Floride. La colère qui a explosé la semaine dernière a été exacerbée par la crise économique qui a touché depuis 7 ans les Etats-Unis et qui s'est plus particulièrement apesantie sur les plus défavorisés - sur la communauté noire! Ce sont eux qui se sont retrouvés dès l'abord au chômage, en butte de plus en plus à l'hostilité des blancs racistes. Or, précisément, le camp de ces derniers s'est renforcé depuis quelques années, au point qu'une organisation comme le Ku-Klux-Klan a pu l'an dernier ouvrir le feu sur des manifestants de gauche et tuer 4 personnes!

C'est cet état de fait : discrimination sociale, racisme ouvert des institutions qui explique les évènements de Miami. La communauté noire n'a fait que riposter durant quelques jours à une violence qu'elle subit quotidiennement aux Etats-Unis. C'est le seul moyen pour elle d'arriver à se faire respecter!

### LE MEETING DU COMITE DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS DE CAPESTERRE ET DE COMBAT OUVRIER

C'est le mercredi 16 mai que s'est tenu le meeting du comité de soutien aux travailleurs de Capesterre qui occupent les terres et de Combat Ouvrier. Une délégation du comité d'occupation de Capesterre avait fait le déplacement de Capesterre pour venir expliquer les buts de leur mouvement et faire la rétrospective des évènements depuis plus de trois semaines.

Ce sont donc ces travailleurs de Capesterre qui intervinrent principalement, hommes ou femmes tous occupants et travailleurs de la banane. Les applaudissements furent nourris lorsqu'une femme du comité dit : «en solid, en pas sav si cé dépi tou ce cous la cé CRS ban moin là mé en cetain en vini pli solid enco». A elle seule cette phrase montrait toute la détermination des travailleurs de Capesterre.

Après les interventions des membres du comité, plusieurs interventions de soutien furent entendues dans la salle : notamment celle d'un lycéen représentant ses camarades de Baimbridge, celle d'un membre responsable de la CGTG, d'un travailleur du syndicat «MASU», un membre de «jeunesse d'avant garde». Un camarade de Combat Ouvrier clotura le meeting en insistant dans son intervention sur le fait que ce sont les travailleurs eux-mêmes qui dirigent leur mouvement à Capesterre et que la façon dont ils mènent leur mouvement est un exemple pour l'ensemble des travailleurs de la Guadeloupe. Une collecte permit de rassembler la somme de 260.00 francs qui fut remise au comité d'occupation de Capesterre.

Après quoi, l'ensemble des participants se rendit à Capesterre où un grand meeting réunissant près de 1000 personnes était organisé avec la participation de toutes les organisations politique de gauche, d'extrême gauche, des syndicats et de certains membres de la municipalité.

### COMMUNIQUE DE SOUTIEN DES ENSEIGNANTS DU LAMENTIN

Nous publions le texte d'une motion de soutien aux travailleurs de Capesterre et de Ste-Rose, motion votée par les enseignants du collège du Lamentin.

Depuis plusieurs semaines, plus de 300 travailleurs agricoles de la banane occupent quelques dizaines d'hectares de terre dans la région de Capesterre.

Dans la région de Ste-Rose également, les ouvriers et petits planteurs occupent 100 ha de terres donnés à la Compagnie Fruitière.

Par ces occupations, les ouvriers entendent protester contre le manque de travail et donc la grande misère qu'ils connaissent depuis le cyclone David

A plusieurs reprises, les forces de l'ordre, armée et gardes mobiles sont intervenus pour tenter d'intimider les occupants, allant jusqu'à matraquer sauvagement hommes, femmes et jeunes, le lundi 5 mai.

Durant le week-end du 17-18 mai, Capesterre

- a été investi par les gardes-mobiles qui ont systématiquement quadrillé la ville et sa région. Informés de cette situation, des enseignants du collège du Lamentin réunis en Assemblée Générale le 20 mai 1980
- exigent le retrait immédiat des forces de l'ordre du territoire de la commune de Capesterre,
- mettent en garde l'ensemble des organisations d'enseignants contre toute tentative de l'administration préfectorale de rééditer en Guadeloupe les massacres de mai 67,
- rejettent par avance sur cette administration l'entière responsabilité de toute nouvelle violence qui pourrait survenir à Capesterre du fait de la présence des forces de répression.
- affirment le soutien complet et l'entière solidarité des enseignants du Lamentin avec les travailleurs en lutte.

### LES LYCEENS DE BAIMBRIDGE SOLIDAIRES DES OCCUPANTS DE CAPESTERRE

Les lycéens de Baimbridge ne sont pas restés passifs face à la lutte menée actuellement par les travailleurs agricoles de Capesterre.

Jeudi 14 et vendredi 16 mai, des prises de parole eurent lieu dans les deux lycées, moderne et technique, où il fut expliqué le com. bat mené par ceux de Capesterre et dénoncé le soutien apporté par l'administration aux grands propriétaires fonciers. Les lycéens condamnèrent également la présence des forces de répression dans Capesterre.

Une collecte organisée parmi les lycéens rapporta 250 frs qui furent immédiatement remis au comité d'occupation.

# SECURITE SOCIALE: MOUVEMENT DE PROTESTATION CONTRE UN CHEF RACISTE AU SERVICE INFORMATIQUE

Au service informatique, un dénommé CU-BERO, chef arrogant, raciste et menaçant, in time l'ordre à deux délégués du personnel de «sortir de son bureau, sinon il leur rentre dedans».

L'attitude raciste de CUBERO, hurlant sa menace, alerta un autre travailleur pas très loin de l'incident. C'est alors que l'affaire aurait pu très mal se dérouler pour lui! Il ne dut finalement qu'à la chance d'avoir échappé à la colère des agents qui occupaient son bureau.

### LES TRAVAILLEURS DE L'INFORMATIQUE EN GREVE

Lundi 19, les travailleurs de l'informatique ont décidé unanimement d'interdire l'entrée des bureaux aux chefs blancs racistes en faisant un «sit-in» dans les escaliers conduisant au service.

Des affichettes dans les abords annonçaient la couleur : «Cubéro déwo, Cubéro t'es gros, mais tu ne fais pas le poids», «Vivin viveur», «Non à la métrocéphalie de l'informatique», «Non, au racisme», «Respect de la dignité martiniquaise».

Ce sont autant de mots d'ordre qui montraient la colère contre les agissements racistes et le mépris de certains chefs blancs de l'informatique.

Quelques heures après ce «sit-in», la direction au grand complet fut bien obligée de discuter des revendications des travailleurs de l'informatique.

- départ de Cubéro,
- respect de la culture martiniquaise,
- amélioration des conditions de travail.

#### **CUBERO MIS EN FUITE**

C'est vers 7 heures 30, avec une bonne demi - heure de retard que le raciste Cubéro arrive.

Face à cette trentaine de travailleurs bien regroupés dans les escaliers, avec au-dessus de leur tête une pancarte portant l'inscription «Rentrez-nous dedans»; ce fut la déroute pour Cubéro. Sans souffler mot, Cubéro prit ses cliques et ses claques et s'éclipsa.

Et les travailleurs ont pu remarquer que Cubéro pouvait bien jouer les gros bras quand il était dans son bureau, c'était une autre chose face aux travailleurs en colère : la baudruche s'était dégonflée!

### L'ATTITUDE DU SYNDICAT PAROLES PAROLES PAROLES...

Le bureau syndical de la CGTM-Sécurité Sociale, dans un tract diffusé aux travailleurs, relatant l'affaire de l'Informatique, s'en remettait finalement à la direction, lui demandant de «prendre ses responsabilités».

Ainsi, après avoir combattu en assemblée générale du mardi 13 l'idée de réexpédier CUBERO le raciste d'où il venait, après avoir tenté de faire passer ce scandale pour un incident mineur, bien loin d'organiser une riposte avec les travailleurs, le bureau syndical compte au contraire sur la direction pour liquider le racisme à la Caisse.

De plus, ne manquant pas de toupet, ces messieurs concluent leur tract en disant : «jou nou ké mété jounou a tè poco ouè jou».

C'est effectivement difficile, vu que «yo za pren couri!».

# Martinique LE 22 MAI: UNE JOURNEE DE LUTTE IMPOSEE PAR LES TRAVAILLEURS

Ce 22 mai aura été marqué par deux appels différents à commémorer cette date. D'une part CSTM et Parole au Peuple ont mis sur pied un Comité Pou Respé 22 Mai, dans lequel ils invitent notamment les commerçants à fermer boutique ce jour-là. De l'autre, le Comité de Coordination des Organisations Syndicales de la Martinique, regroupant les principaux syndicats, appelle à la grève générale. Ces 2 initiatives jointes aux manifestations de type culturel ou politique qui se déroulent à Fort-de-France, au Lamentin ou à Rivière-Pilote font que l'idée de manifester ce jour-là est en passe de devenir une habitude.

Pourtant cette habitude date de peu : moins de 10 ans ! En 1976, le recteur Lassalle s'en prenait aux enseignants qui étaient allés tenir un forum sur le 22 Mai à Trinité. L'année d'après, il avait fallu une polémique sévère entre le maire de Fort-de-France et le vice-recteur pour que le 22 Mai soit considéré comme jour de congé pour les élèves de la ville.

Dans le mouvement ouvrier, la transformation est encore plus rapide. En 1978, seule la CGTM Santé fait grève et manifeste. En 1979, à l'appel de très nombreux syndicats de base, plus d'un millier de travailleurs manifestent. Entre temps, dans nombre d'entreprises: bâtiment, métallurgie, Club Méditerranée, SARA, les travailleurs obtiennent le 22 Mai chômé et payé. Et cette année, c'est carrément l'appel à la grève générale!

Cela montre bien que lorsque les travailleurs décident de prendre en main une question, celle-ci peut se résoudre très vite. La mobilisation ouvrière a fait du 22 Mai une journée de lutte anti-colonialiste et qui est passée dans la conscience d'une large majorité de la popula tion. Et c'est cette authentique mobilisation ouvrière qui contraint les bureaucrates syndicaux à appeler à la grève générale cette année.

I D

### SUITE DE L'EDITORIAL

compter. C'est ce qui explique la hargne avec laquelle les hommes armés du capital interviennent pour tenter de mater ces mouvements ou leur présence menaçante.

Mais en tous cas ceux de Capesterre, de Ste-Rose, ceux des docks de Fort-de-France donnent le ton : empêcher les capitalistes d'entreprendre ce qu'ils veulent sur le dos des travailleurs, dans l'impunité et la tranquillité, refuser d'accepter sans mot dire que les capitalistes conteneurisent, sur le dos des travailleurs, vendent les terres, les laissent en friche, volent, trafiquent, répriment les travailleurs, décident de plan ter canne ou banane quand ils le veulent «réforment» à leur manière sur le dos, toujours sur le dos des petits, des pauvres, des ouvriers agricoles, des paysans pauvres, des jeunes chômeurs.

Empêcher la machine capitaliste de tourner rondement c'est déjà le premier pas vers la voie où les travailleurs l'empêcheront de tourner tout court pour balayer de leur chemin les responsables de l'exploitation et de la misère de toute une population : les Max Martin, les Thionville, Fabre, Cottrell, Empain etc. . . et ceux qui les soutiennent : préfet et gouvernement à leur

service.

# ECHOS DES ENTREPRISES

### GUADELOUPE GROSSE-MONTAGNE:

#### NE NOUS LAISSONS PAS PRENDRE AUX MENSONGES DES PATRONS

La campagne sucrière tire à sa fin à Grosse-Montagne. La direction par une note officielle a fait savoir que l'usine ne broi era plus de cannes à partir du 29 mai. C'est le manque de cannes qui serait la cause d'une fin de campagne aussi prématurée. Les patrons de Grosse-Montagne prennent prétexte de cela pour déclarer que les affaires ne vont pas bien, et que si cette situation devait se poursuivre, ils seraient amenés à fermer dans un avenir proche. Cependant tout en faisant de telles déclarations, la direction continue à moderniser.

En début de campagne 1980, elle avait acheté deux turbines neuves. Le bruit court déjà qu'elle s'apprête à passer de nouvelles commandes de turbines.

Alors, ou les patrons sont réellement les rois des imbéciles pour investir autant dans une affaire qui ne marche pas, ou ils nous racontent des mensonges.

La vérité c'est que les patrons de Grosse -Montagne veulent profiter le plus possible de la restructuration du secteur, sans avoir à augmenter les dépenses de salaires pour cela ils font semblant d'être en difficulté.

# GROSSE-MONTAGNE LES CADENCES INFERNALES, UNE DES CAUSES DE LA COURTE DUREE DE LA RECOLTE

La récolte n'aura duré en tout et pour tout que 3 mois à l'usine Grosse-Montagne. Cela constitue un véritable record.

Pour les dirigeants de l'usine, c'est le manque de cannes qui est la cause d'une campagne aussi brève.

Mais ce que ces messieurs n'avouent pas, c'est qu'en plus des machines nouvelles qui ont accéléré le rythme de la production, nous avons travaillé à des cadences infernales et sans pouvoir pour certains prendre un repos hebdomadaire.

Pendant ces 3 mois, nous n'avons pas connu de vie familiale, pas pu rencontrer nos amis. En un mot, nous n'avons pas pu mener une vie normale.

Nous, travailleurs nous savons que la courte durée de la campagne sucrière est en rapport avec l'exploitation que nous subissons dans les usines.

# NOUVELLES-GALERIES : JUANDON RECUPERE L'ASCENSION SUR NOTRE DOS

Les après-midi de repos de certaines d'entre nous ont été supprimées à cause des fêtes de l'Ascension.

C'est contre cela que mardi matin, avant l'Ascension, une de nos camarades manifestait ouvertement son mécontentement.

L'Ascension est une fête fériée. Ce n'est pas à nous travailleurs de récupérer le travail pour permettre au patron de faire ses bénéfices.

En tous cas, plusieurs d'entre nous étions parfaitement d'accord avec notre camarade.

#### CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P RADIOLOGIE : APRES LES PRO-MESSES DE LA DIRECTION : RES-TONS VIGILEANTS !

A la radiologie du nouveau centre, il a fallu que nous fassions une journée de grève pour que la direction discute de nos problèmes.

Au mois de janvier nous étions allés avertir la direction que le manque de personnel se faisait sentir. Cette dernière avait sorti une note de service demandant de ne pas accepter les examens externes pendant un mois. Mais, le chef de service n'a jamais voulu appliquer cette note.

A la réunion avec la direction, cette dernière nous a encore rebattu les oreilles sur le fait qu'elle ne trouve pas de manipulateurs guadeloupéens.

Mais cette fois, elle nous a promis du personnel pour le mois de juin et elle a pris l'engagement d'intervenir auprès du chef de service pour lui demander d'arrêter les examens externes.

Mais, le mois de juin, c'est dans 10 jours ! restons vigileants !

#### MARTINIQUE SOCALTRA:

### LA MAIN DANS LE SAC!

On vient de découvrir un voleur à l'entreprise : il s'agit d'un individu très suspect, déjà connu pour ses antécédents à la Socaltra où il vole régulièrement les travailleurs.

Cet individu au triste passé et à la triste réputation a été surpris en train d'embarquer chez lui plusieurs caisses d'écailles en aluminium (matériel très cher) qui ont servi à la réfection du clocher de la cathédrale de Fort-de-France. Ainsi, il n'a pas hésité à récupérer du matériel déjà payé par les clients! Ce personnage peu recommandable a accompli son forfait en plein jour, au vu et au su de tous, ce qui dénote une grande assurance chez ce voyou et une grande habitude de l'escroquerie.

Un tel individu mérite assurément de se retrouver derrière les barreaux !

Nous tiendrons nos lecteurs informés des déroulements de l'affaire...

## LES TOURMENTS DE LA CONSCIENCE!

Lorsque des ouvriers ont menacé le voleur en chef de la Socaltra d'avertir le clergé du détournement effectué au préjudice de la cathédrale, celui-ci a comme pris peur. . .

Aurait-il senti sur lui l'œil de la conscience divine qui le poursuivait ?

### MARTINIQUE

### SAPSA: SANS COMMENTAIRES!

Habituellement, pour la pose d'un lavabo, le coût de la main-d'œuvre est de 250 francs. Eh bien, à la SAPSA, le patron paie 25 francs à l'ouvrier qui effectue ce travail! Autrement ment dit, le patron gagne 10 fois plus que l'ouvrier sur le travail effectué.

### CENTRE HOSPITALIER F-DE-F C'EN EST ASSEZ ZEROMINUS!

Pour Zérominus, il faut qu'un agent soit dans l'anti-chambre de la mort pour prendre un congé de maladie.

La maladie, il ne connait pas. Et pour lui, si nous nous arrêtons, c'est que nous sommes tout simplement des fainéants et que nous le faisons exprès!

Et le voilà se citant en exemple : «jamais malade, jamais en congé de maladie». On comprend qu'il ne le soit jamais, car s'il y en a un qui se la coule douce, c'est bien lui!

Alors bien sûr, nous comprenons que la fatigue, les microbes et virus n'aient pas autant de prise sur un corps aussi reposé. . .

Mais s'il peut se prétendre en aussi bonne santé, il devrait savoir qu'il n'est pas «immunisé» contre notre colère!

### SUITE DU PARCOURS DU COMBATTANT

L'ouvrier qui est enfin en possession du bon lui permettant d'aller en ville prendre la pièce pour réparer la machine doit :

1) attendre qu'il y ait une voiture disponible

1) attendre qu'il y ait une voiture disponible (aucun véhicule n'est affecté à l'atelier, cela peut durer plusieurs heures); 2) avoir un autre ouvrier disponible pour y aller avec lui ;

3) garef comme il peut en évitant d'avoir une contravention (il y a peu de temps, les voitures du CHFF n'avaient pas de fiche de stationnement):

 se rendre dans le magasin et là il arrive que le fournisseur refuse de livrer parce que l'hôpital à des dettes;

5) quand tout se passe bien, retourner dans le service faire la réparation. . .

L'ouvrier qui est arrivé au bout du parcours sans trébucher a droit sans conteste au titre de bon combattant!

### E.D.F. MARTINIQUE:

### DANGER DE MORT A LA CENTRALE DE PK

Vendredi 9, une «explosion carter» se produisait à PK2 sur le groupe GP 26 mis en service il y a deux mois.

Fort heureusement il n'y a pas eu de blessés. L'explosion aurait pu causer un accident grave parce qu'elle provoque en même temps une projection d'huile chaude, de pièces cassées et de gaz toxiques.

Ce n'est pas première fois que ce genre d'accident se produit et la direction ne prend aucune mesure.

Et cette fois, il s'agit de matériel neuf et amélioré.

Ainsi, en plus du bruit, de la chaleur et des trépidations, nous avons droit à des explosions répétées.

La direction accuse le hasard ; mais ces hasards se produisent un peu trop souvent.

A force de nous faire courir des risques d'explosion, elle risque à son tour de nous voir exploser de colère! Et cette fois ce ne sera pas un hasard!

### ATTENTION DANGER PARTICULIER A PK!

Il y a deux semaines une bride a cédé sur le groupe GP 21 et un serre-joint métallique cassé sous la pression a été projeté à plusieurs mètres.

Cela aurait pu causer des blessures graves si des agents travaillaient ou passaient à proximité. Le groupe a du être arrêté dans l'attente d'être réparé.

Des incidents de ce type ont lieu parce que le matériel installé est du matériel de seconde catégorie, très peu fiable.

Pour faire des économies, la direction n'hésite pas à nous faire courir des risques!

### VIVE LA DETERMINATION DES TRAVAILLEURS ET DES JEUNES DE CAPESTERRE SUITE DE LA PAGE 1

La colère s'exprima alors parmi les jeunes et les centaines de travailleurs présents. Un meeting se tint sur le terrain de l'amicale de foot-ball de Marquisat qui jouxte celui de Max Martin. Plusieurs orateurs se succédèrent, des travailleurs, des camarades de Combat-Ouvrier. Ensuite, une manifestation s'ébranla dans les rues de Capesterre. Il y avait foule, 1000, près de 1500 personnes. Le ressentiment, la colère, la détermination étaient immenses. C'est aux cris de «té la ça cé tè en nou», «CRS képis rouges dého», que se déroula la manifestation. Puis, des jeunes, des travailleurs bloquèrent le pont de Cayenne de 18H jusqu'à 21H, aucune voiture en

provenance de Basse-Terre ne put passer. Ce n'est que vers cette heure là en effet que la manifestation se dispersa...

Les centaines de travailleurs de la banane, les centaines de jeunes chômeurs, les femmes, ont su ce jour-là qu'ils ne reculeraient jamais face aux forces armées, au préfet et à Max Martin. Enhardis, déterminés, ils se sont quittés avec la ferme intention de reconstruire la tente une troisième fois le lendemain. Mercredi donc, dès le début de l'après-mi-

di, les poteaux étaient replantés, les bâches retendues, les travailleurs purent à nouveau se réunir sous la tente pour discuter et envisager comment poursuivre l'action.



Les occupants remontent leur abri démoli par les gardes-mobiles.



### OMMUNIQUE DE COMBAT OUVRIER

Le problème de Capesterre c'est qu'il y à plusieurs centaines de travailleurs, environ 400, qui ont occupé les terres.

Les 12 hectares dont parle le maire de Capesterre ne concernent que 120 occupants. Ceux-ci sont solidaires de leurs camarades et veulent que les 400 personnes inscrites sur les listes du Comité d'Occupation obtiennent

C'est pourquoi les travailleurs de Capesterre continuent la lutte pour l'occupation des terres de Marquisat, induement attribuées au propriétaire Max Martin.

Toute autre information à ce sujet tient de la volonté de brouiller les cartes contre le peuple de Capesterre.

La lutte en cours à Capesterre est la lutte de milliers d'ouvriers agricoles, femmes travailleuses et de jeunes, solidaires jusqu'au

bout.

Ni les manœuvres des politiciens, ni la répression quelle qu'en soit la violence ne briseront leur détermination.

Depuis le début du mouvement d'occupation, c'est le préfet qui a agressé constamment les travailleurs. Ce qui a surpris et qui met en rage l'administration, c'est que les travailleurs ont chaque fois répondu à leur façon, à chacune des agressions.

La situation est grave à Capesterre, mais si elle débouchait sur un affrontement violent, la responsabilité en retomberait sur l'administration et le préfet de la Guadeloupe M. Maillard et sur ceux qui lui dictent sa conduite.

> Pour la direction politique de Combat Ouvrier Gérard SENE - François ANAIS

## FORT DE FRANCE: LES DOCKERS FONT ECLATER LEUR COLERE

Depuis une semaine, des faits très graves se déroulent sur le port de Fort-de-France, avec la mise en service de deux portiques à l'hydrobase. Ces deux portiques doivent permettre de décharger plus rapidement les navires portes-conteneurs et dans une deuxième étape de charger les bananiers, quand la conteneurisation de la banane passera dans les faits.

Cette «modernisation» effectuée sous les ordres de Elysée et Cottrel, avec le concours actif de Titina, tous grands chefs de la Chambre de Commerce, entraine la mise au chômage de plusieurs centaines de travailleurs : en effet, l'effectif des travailleurs du port est le sui-

- 415 dockers professionnels
- 150 dockers «occasionnels classés»
- environ 1500 occasionnels.

Ces différences de niveau sont perceptibles à l'embauche. Là sont prioritaires les professionnels, puis les occasionnels classés. Les autres n'ont du travail que lorsque les professionnels et occasionnels classés ont déjà été embauchés!

Le projet des capitalistes de la Chambre de Commerce est de réduire ces dockers à 230 ! Donc, éliminés, les 185 professionnels en surplus, mais aussi les 150 occasionnels classés, et les 1500 autres occasionnels.

Ils se retrouvent tous dans la rue, sans espoir d'avoir quelque travail que ce soit, vu le chômage existant!

Ainsi, dans l'affaire des portiques, on prévoit de décharger un bateau porte-conteneurs avec

2 équipes de 13 hommes, soient 26 personnes en tout, alors qu'auparavant, une soixantaine de dockers était nécessaire !

Se rendant compte de l'opposition des dockers à cette «modernisation», les capitalistes du port : Chambre de Commerce, manutentionnaires et transporteurs ont tenté de faire débuter les travaux sans l'accord du personnel.

Devant ce coup de force les travailleurs ont riposté par la grève, effective depuis vendredi 16 mai, afin d'empêcher le chargement du premier navire!

Or, dans la nuit du samedi 17 au dimanche 18, le port a été envahi par une horde de gardes-mobiles armés juqu'aux dents qui en ont chassé les quelques travailleurs présents et qui occupent depuis ce moment les installations !

Lundi 19 mai, Fort-de-France a été investi par plusieurs dizaines de gardes-mobiles, appuyés par deux engins blindés. Ces mercenaires ont bloqué la circulation sur la levée et tenté d'interdire toute manifestation des dockers.

Travailleurs, 132 ans après le 22 mai 1848, cela nous montre que nous somme bien loin d'être libres! La Martinique est encore occupée militairement par les colonialistes et des capitalistes cela se fait voir à chaque pas : ce sont les capitalistes de la Chambre de Commerce qui ont décidé par la conteneurisation de mettre au chômage plusieurs centaines de travailleurs martiniquais. C'est le préfet qui les soutient et qui envoie des gardes-mobiles pour occuper le port et provoquer la population de Fort-de-France.

Et tous ces messieurs qui ont décidé la conteneurisation, qui font appliquer ces décisions ou qui attaquent les travailleurs en lutte sont tous blancs! Eux, gros bourgeois et hauts fonctionnaires décident brutalement de mettre en chômage des centaines de travailleurs

Tous ces messieurs, gros bourgeois, préfet, gardes-mobiles, il faudra les chasser pour diriger nous-mêmes nos affaires!

Mais de toutes façons, les travailleurs doivent se tenir prêts à riposter à quelque provocation que ce soit contre les dockers ! Si les . incidents actuels s'aggravent, les responsables seront trouvés : Cottrel, Elysée, le préfet Julia et leur maitre, Dijoud! Et ils devront rendre des comptes à la population travailleuse de ce pays!

SOLIDARITE AVEC LES DOCKERS!

### REUNION PUBLIQUE DE L'UPLG: NOUVELLES CONTORTIONS POUR UNE VIEILLE POLITIQUE

Vendredi 16 mai, l'UPLG (Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe) faisait sa première apparition publique à l'occasion d'un meeting tenu à la Mutualité de Pointeà-Pitre. Le thème en était le soutien à l'action d'occupation et de replantation des terres organisées par les paysans de Sainte-Rose.

Dans un premier temps, Edinval, professeur à Vizioz, fit un exposé dont le thème principal était le problème de la terre. Après un long historique, il expliqua le déclin de la canne non seulement pas la baisse des profits des capitalistes, mais aussi par l'intégration au marché européen (le marché commun ayant été selon lui créé par les pays européens «pour se défendre face à la concurrence américaine et à l'hégémonisme soviétique». Il oublie un détail : ce sont les américains eux-mêmes qui ont patronné sa création...

Son intervention se termina par un soutien qu'apportait l'UPLG aux luttes des paysans et ouvriers agricoles. Mais dans tout cet exposé sur le problème de la terre, notons au passage que l'orateur, tout comme d'ailleurs Rupaire qui intervint après, ont trouvé le secret de ne pas prononcer une fois le nom de Capesterre, où plus de 300 ouvriers et chômeurs mènent actuellement la lutte face à Max Martin et aux képis rouges. Cela éclaire sur l'attitude sectaire de cette organisation vis-à-vis de tout mouvement qu'elle ne contrôle pas.

Après trois interventions, celles d'un dirigeant paysan, d'un ouvrier agricole de Sainte-Rose et d'un paysan de Baie-Mahault, Rupaire entreprit alors de conclure et cette conclusion fut l'occasion d'exposer en partie le programme politique de l'UPLG et de tenter de répondre aux critiques formulées par les autres tendances politiques.

Sur le problème de l'unité, Rupaire commença par critiquer les positions de l'ensemble des organisations de gauche et d'extrême gauche: PCG, CO, GRS en particulier.

Rejetant toutes ces conceptions, l'UPLG définit ce qu'elle entend par unité. Pour elle, il s'agit de l'unité du «peuple». Mais qu'est-ce que le «peuple»? Il ne faut pas confondre dit Rupaire, le «peuple» et la «population». Le «peuple», ce sont tous ceux, quelle que soit leur race ou leur classe, qui luttent sur un programme bien défini (l'indépendance nationale, c'est à dire le programme de l'UPLG) ce qui revient à dire : le peuple c'est nous, et le reste, c'est la «population», qui, aux yeux de l'UPLG n'aurait pas d'existence politique.

De toute évidence, Rupaire se sent plus proche d'un bourgeois favorable à l'indépendance, que d'un travailleur ayant un autre point de vue ; c'est là toute la différence entre notre conception et la sienne...

Une telle définition du peuple, englobant notamment la petite-bourgeoisie (il faut, souligne-t-il, «réconcilier la petite-bourgeoisie et le reste du peuple»), ont amené inévitablement l'UPLG à se justifier, d'autant que les critiques n'ont pas manqué, depuis la parution du programme politique de l'UPLG, quant au rôle qu'y tenait cette classe sociale. Notre tendance entre autres, a toujours dit et répété que chaque fois que les travailleurs et les paysans pauvres se sont alliés dans un «Front National» avec la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie, ce sont ces dernières classes qui en ont tiré profit. IL N'Y A PAS

D'EXCEPTION HISTORIQUE A CETTE REGLE.

Aussi, les réponses de Rupaire selon lesquelles «la Guadeloupe est un cas particulier» ou encore : «ceux qui disent que c'est la petite-bourgeoisie qui dirigera sont plus forts que nous : Nous ne lisons pas dans une boule de cristal ni dans le marc de café, nous n'en sommes pas encore là», ces réponses ne sont nullement convaincantes. On ne résoud pas un' problème en disant «on verra bien», ou alors c'est qu'on a envie d'enterrer le problème, de le masquer. Car, ceux qui dirigent l'UPLG savent bien que dans une «union», toutes classes confondues, leur couche sociale, c'est à dire la petite bourgeoisie, sera favorisée par rapport aux ouvriers et paysans, et que les allégations de Rupaire selon lesquelles, du prolétariat, de la paysannerie et des petits bourgeois, personne ne peut dire qui dirigera demain, tout cela n'est que bavardage.

Rupaire définit ensuite la future révolution comme une révolution nationale démocratique S'en prenant à ceux qui, comme le GRS ou nous-mêmes, disent qu'il faut lutter pour une révolution prolétarienne, il dit «le socialisme viendra... plus tard»;

Le seul fait politique nouveau, ce soir-là, c'était le caractère public de l'apparition de l'UP-LG. Mais les arguments développés n'avaient, eux, rien de nouveau, et sont ceux que défendent les démissionnaires du GONG depuis plusieurs années. Nous continuerons pour notre part à critiquer ces positions qui sont sans doute conformes aux intérêts de la petite-bourgeoisie, mais non à ceux de la classe ouvrière et des paysans pauvres...

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication : G. BEAUJOUR

Adresser toute correspondance : EN GUADELOUPE à Gérard BEAUJOUR B.P. 214 97110 POINTE-A-PITRE EN MARTINIQUE B.P. 386 97204 FORT-DE-FRANCE EN FRANCE écrire à : Combat Ouvrier

> Impression CIF Pointe-à-Pitre Commission paritaire N° 51728

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX